

La croissance économique ralentira d'un océan à l'autre en 2018

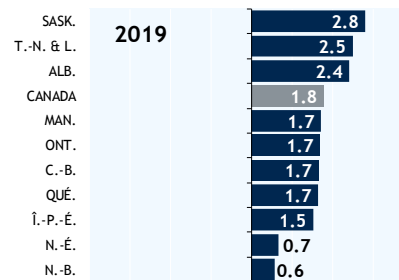
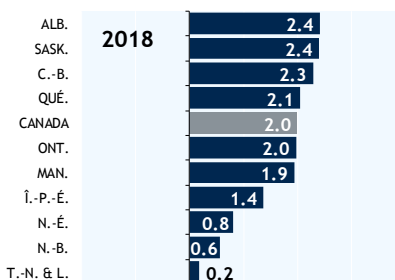
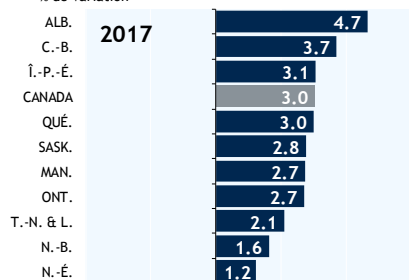
- **La croissance économique ralentit** : Les dix provinces devraient enregistrer une expansion économique plus lente par rapport à l'an dernier.
- **Les producteurs de pétrole rattrapent leur retard** : Les provinces productrices d'énergie combleront progressivement leur retard par rapport au reste du pays au cours des deux prochaines années, et figureront alors en tête au chapitre de la croissance.
- **L'étroitesse des marchés du travail** persistera à l'échelle du pays, ce qui maintiendra le taux de chômage à un bas niveau et alimentera la progression des salaires.
- **La menace d'une guerre commerciale plane** : Le raffermissement de l'économie des États-Unis devrait soutenir l'augmentation des exportations, mais le risque lié au protectionnisme demeure une sérieuse menace pour certains secteurs et provinces.

L'économie du Canada a atteint les limites de sa capacité et se rapproche de son potentiel à long terme. Nous nous attendons à ce que la croissance du Canada, qui a accéléré à 3,0 % en 2017, ralentisse pour se rapprocher de son taux tendanciel à long terme au cours des deux prochaines années. D'une certaine manière, la décélération de la croissance reflète la vigueur sous-jacente de l'économie, alors que le faible taux de chômage signifie qu'il y a moins de travailleurs à embaucher et que le marché du logement se calme pour atteindre des niveaux plus durables. Face à une économie qui tourne à plein régime, la Banque du Canada conserve une attitude ferme à l'égard des taux d'intérêt, mais elle souligne que le rythme des hausses sera graduel. Les préoccupations au sujet de la politique commerciale occupent une grande place dans la réflexion de la Banque du Canada. Elles resteront assurément prépondérantes au vu des récents tarifs et de l'issue malencontreuse de la rencontre du G7 au Québec ce mois-ci. Compte tenu des inquiétudes concernant la compétitivité et l'endettement élevé des ménages, qui s'ajoutent à la révision à la hausse du taux de croissance potentiel de l'économie, nous pensons que la Banque du Canada conservera un cycle de relèvement des taux plus lent que celui de la Réserve fédérale.

Le retrait progressif de la détente monétaire et la diminution de la croissance qui en découle se manifestent différemment d'une province à l'autre. En Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique, le déferlement d'une croissance robuste et d'une politique monétaire accommodante a entraîné une réduction importante des capacités inutilisées restantes. Dans ces trois provinces, le taux de chômage est actuellement inférieur de 1,5 point de pourcentage à la moyenne historique, ce qui témoigne de pressions restreignant la main-d'œuvre disponible. Quoi qu'il en soit, les gouvernements de ces provinces dépensent davantage et des signes d'un accroissement des investissements pourraient annoncer une croissance encore forte à l'avenir. Les économies de l'Alberta et de la Saskatchewan se remettent encore de l'effondrement des prix du pétrole en 2015. Même si les perspectives d'investissement dans le très important secteur pétrolier et gazier demeurent incertaines, nous nous attendons à ce que ces économies se raffermissent au cours des deux prochaines années et dominent alors le classement des taux de croissance provinciaux. Au Manitoba, l'amélioration des perspectives du secteur manufacturier aidera à maintenir la croissance près de la moyenne nationale. Dans les Maritimes, les économies connaîtront une croissance avoisinant leur taux potentiel, l'assombrissement des perspectives quant à la population active et aux investissements contrebalançant une demande extérieure florissante. Enfin, nous croyons que l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador marquera le pas cette année après avoir affiché une progression inattendue en 2017.

Croissance du PIB réel

% de variation



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Gerard Walsh | Économiste | 416-974-6525 | gerard.walsh@rbc.com

Paul Ferley | Économiste en chef adjoint | 416-974-7231 | paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue | Économiste principal | 416-974-6192 | robert.hogue@rbc.com

Nathan Janzen | Économiste principal | 416-974-0579 | nathan.janzen@rbc.com

Rannella Billy-Ochieng' | Économiste | 416-974-8840 | rannella.billy-ochieng@rbc.com

Colombie-Britannique - Ralentissement imputable à l'habitation

Depuis trois ans, les investissements résidentiels représentent près du tiers de la croissance de la Colombie-Britannique. Les investissements résidentiels ont été stimulés par la croissance de la population et la faiblesse de l'offre. Ces facteurs resteront en place, mais le récent rythme de l'activité ne pourra être maintenu.

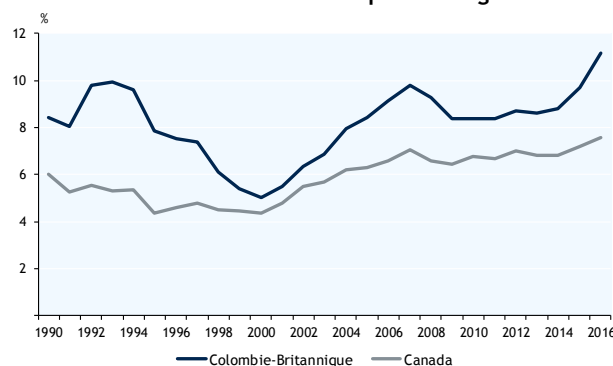
La Colombie-Britannique a affiché l'un des taux de croissance les plus élevés parmi les provinces du Canada pendant la majeure partie de la dernière décennie. De plus, les données préliminaires de Statistique Canada montrent que l'économie provinciale a enregistré en 2017 son rythme de progression le plus rapide depuis la récession. Pour 2018, nous tablons sur une croissance un peu plus faible, mais encore supérieure à la tendance. En 2019, la croissance de la Colombie-Britannique ralentira pour se rapprocher de la moyenne nationale, car l'étroitesse du marché du travail limite la progression de l'emploi et les obstacles à la croissance des investissements et du commerce assombrissent les perspectives. Après avoir crû à un rythme estimatif de 3,7 % en 2017, l'économie devrait avancer de 2,3 % en 2018 et de 1,7 % en 2019.

Les bons résultats de la Colombie-Britannique ces dernières années s'expliquent notamment par son secteur du logement. Depuis trois ans, les investissements résidentiels représentent près du tiers de la croissance de la Colombie-Britannique. Les investissements résidentiels ont été stimulés par la croissance de la population et la faiblesse de l'offre. Ces facteurs resteront en place, mais le récent rythme de l'activité ne pourra être maintenu. Le resserrement des règles relatives aux prêts hypothécaires et plusieurs nouvelles taxes sur l'habitation proposées dans le budget provincial de 2018, conjugués aux problèmes flagrants d'accessibilité au marché dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, freineront la demande à un moment où les unités en construction se situent à un niveau record, ce qui ralentira les investissements futurs.

Les perspectives pour les investissements non résidentiels sont également moins favorables cette année. Les données préliminaires de Statistique Canada laissent entrevoir un recul des dépenses en immobilisations en 2018, et le récent tollé soulevé par l'expansion du pipeline Trans Mountain pourrait amener les entreprises à remettre en question d'autres investissements dans le secteur pétrolier et gazier. À la suite de l'annulation d'autres projets dans le secteur, des querelles entre les gouvernements ont mis en péril l'expansion du pipeline, dont le coût est de 7,4 milliards de dollars. Néanmoins, à l'heure où la présente publication est imprimée, il semble probable que le pipeline Trans Mountain sera construit compte tenu de sa nationalisation par le gouvernement fédéral. En outre, les investissements se poursuivront pour un certain nombre d'autres grands projets, dont la construction du barrage hydroélectrique du site C. Hors du secteur pétrolier et gazier et de celui des services publics, les investissements pourraient pâtir de préoccupations liées au commerce. Les droits compensateurs et anti-dumping sur le bois d'œuvre, les tarifs douaniers sur l'aluminium et l'acier, et l'incertitude planant sur l'avenir de l'ALENA sont susceptibles de nuire à la planification des investissements.

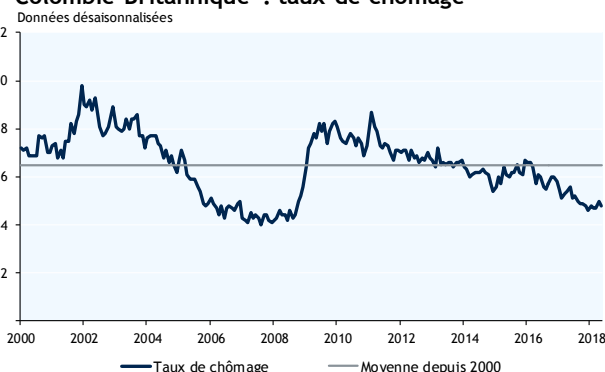
L'expansion économique robuste s'est accompagnée d'une impressionnante croissance de l'emploi et d'un recul du taux de chômage, qui a atteint un creux sur dix ans de 4,6 % en décembre 2017. Même si la progression de l'emploi a nettement ralenti depuis le début de 2018, nous nous attendons à ce que le marché du travail reste tendu dans la province et maintienne une pression à la hausse sur les salaires. Les salaires et l'emploi seront également soutenus par des mesures gouvernementales, dont les hausses prévues du salaire minimum et un profil de dépenses publiques élevées. Les jeunes familles bénéficieront d'une hausse par le gouvernement provincial des subventions pour la garde d'enfants. Ces mesures aideront à neutraliser les effets de la flambée des prix de l'essence à des niveaux records, attribuable en partie à une augmentation de la taxe sur le carbone.

Investissement résidentiel en pourcentage du PIB



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique : taux de chômage



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	3.5	3.5	3.7	2.3	1.7
PIB nominal	4.0	4.8	6.0	4.1	3.9
Nombre d'emplois	1.2	3.2	3.7	1.1	0.9
Taux de chômage	6.2	6.0	5.2	5.0	5.1
Ventes au détail	7.0	7.7	9.3	4.3	3.9
Mises en chantier (milliers d'unité)	31.4	41.8	43.7	41.8	38.0
Indice des prix à la consommation	1.1	1.9	2.1	2.6	2.2

Alberta: Une progression continue vers une reprise complète

La province commence à enregistrer un solde migratoire positif par rapport au reste du pays, la production de pétrole augmente, le secteur manufacturier se redresse et les entreprises embauchent à nouveau à un rythme soutenu. Cependant, l'économie de la province a encore du retard à rattraper.

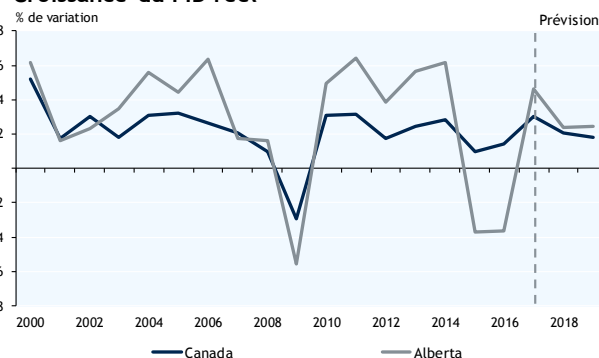
Nous nous attendons à une poursuite de la reprise qui a suivi la récession de 2015-2016, mais le rythme devrait être plus lent au cours des deux prochaines années. La province commence à enregistrer un solde migratoire positif par rapport au reste du pays, la production de pétrole augmente, le secteur manufacturier se redresse et les entreprises embauchent à nouveau à un rythme soutenu. Cependant, la pénurie de nouveaux investissements dans le secteur des sables bitumineux et les capacités inutilisées sur le marché du logement montrent que l'économie de la province a du retard à rattraper. D'après nos prévisions, la croissance de l'Alberta s'établira à un taux de 4,7 % en 2017, mais diminuera à 2,4% en 2018 et en 2019.

L'Alberta a traversé deux années de récession en 2015 et 2016 en raison d'un fort recul des investissements liés au pétrole et au gaz. Depuis, les regards sont rivés sur les prix du pétrole et les intentions d'investissement, qui sont des indicateurs d'une reprise économique complète en Alberta. Jusqu'à présent, les nouvelles sont contrastées. La production de pétrole continue de croître, mais les dépenses d'investissement dans le secteur pétrolier et gazier ne devraient pas progresser en 2018. Certains indices annoncent une modeste reprise à compter de 2019, mais à un niveau bien inférieur aux sommets de 2013 et de 2014. Les projets d'investissement pourraient pâtir des préoccupations que suscitent les pipelines et d'autres problèmes de transport. Un certain nombre de projets de plusieurs milliards de dollars sont en préparation, dont celui de Keystone XL, qui allégera les contraintes d'approvisionnement au fil du temps. Ces projets contribueront au PIB pendant leur construction. Cependant, selon l'équipe Recherche sur actions de RBC, il faudra plusieurs années avant que de nouveaux pipelines suppriment la nécessité de recourir à un transport ferroviaire coûteux pour acheminer le pétrole hors de la province. Le secteur manufacturier de l'Alberta, qui a été durement touché en 2015-2016 en raison de son lien étroit avec le pétrole et le gaz, donne des signes réjouissants de rebond. Les livraisons manufacturières, exception faite des produits du pétrole et du charbon, ont augmenté de plus de 4 % depuis le début de l'année et l'emploi dans le secteur manufacturier a bondi de 15 % au cours de la même période.

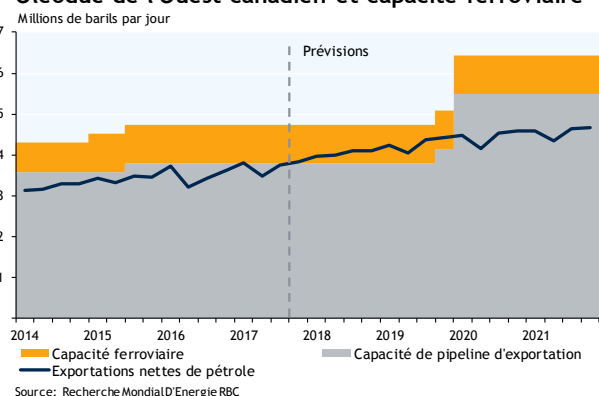
En dépit du marasme des investissements dans le secteur pétrolier et gazier, l'économie de l'Alberta progresse. Nous nous attendons à ce que la province affiche le plus haut taux de croissance de l'emploi au pays cette année et qu'elle reste sur la voie d'un important déclin de son taux de chômage au fil du temps. La reprise actuelle sur le marché du travail aura lieu malgré une expansion rapide de la main-d'œuvre, alors que la province demeure une destination de choix pour les immigrants et redevient une destination privilégiée par les Canadiens des autres provinces. Avec le temps, l'accroissement de la population et la vigueur grandissante du marché du travail aideront à absorber les capacités excédentaires sur le marché du logement. Les stocks de logements étant élevés, les acheteurs ont la main haute sur les marchés de l'habitation de la province. Les hausses de prix et les mises en chantier sont donc limitées.

Le gouvernement provincial appuie la reprise économique au moyen d'une politique budgétaire expansionniste. Malgré une réduction des dépenses en immobilisations du gouvernement, le plus récent budget de la province continue de prévoir un important déficit de 8,8 milliards de dollars en 2018-2019, ce qui ressemble d'assez près au déficit de 9,1 milliards de dollars enregistré en 2017-2018.

Croissance du PIB réel



Oléoduc de l'Ouest canadien et capacité ferroviaire



Alberta - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	-3.7	-3.7	4.7	2.4	2.4
PIB nominal	-12.0	-4.9	8.8	6.5	4.6
Nombre d'emplois	1.2	-1.6	1.0	1.9	1.7
Taux de chômage	6.0	8.2	7.8	6.6	6.5
Ventes au détail	-4.0	-1.1	7.1	4.0	5.0
Mises en chantier (milliers d'unité)	37.3	24.5	29.5	27.2	29.0
Indice des prix à la consommation	1.2	1.1	1.5	2.4	2.0

Saskatchewan - Vigueur convergente des secteurs de ressources naturelles

La croissance économique de la Saskatchewan devrait encore dépasser la moyenne nationale cette année et l'année prochaine, s'établissant à 2,4 % et à 2,8 % respectivement. Cette vigueur s'explique par la forte progression prévue pour un certain nombre de secteurs clés de ressources naturelles au cours des deux prochaines années.

La croissance économique de la Saskatchewan devrait encore dépasser la moyenne nationale cette année et l'année prochaine, s'établissant à 2,4 % et à 2,8 % respectivement. Il s'agirait en 2018 d'un léger ralentissement par rapport au taux de 2,8 % enregistré en 2017. Cette vigueur soutenue s'explique par la forte progression prévue pour un certain nombre de secteurs clés de ressources naturelles au cours des deux prochaines années. Cependant, des signes d'une faiblesse continue de l'emploi laissent entrevoir un certain risque de repli, les nombreuses pertes d'emploi subies jusqu'en 2016 tardant à être récupérées.

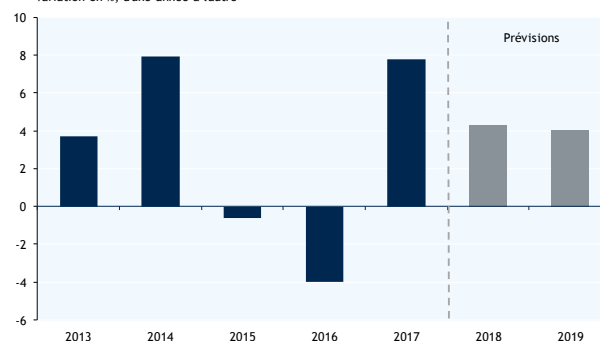
La croissance robuste enregistrée en 2017 découle essentiellement d'une reprise dans le secteur minier, où le niveau d'activité a crû de presque 8 % après avoir fléchi de 4 % en 2016. Cette évolution reflète en partie un redressement de la production de pétrole brut, compte tenu de la légère amélioration des prix du pétrole l'an dernier. Soulignons toutefois que le secteur de l'énergie de la Saskatchewan n'a pas rebondi aussi rapidement que celui de l'Alberta. Le secteur minier a aussi profité en 2017 d'une importante augmentation de la production de potasse. Étant donné la légère hausse anticipée des prix du pétrole pendant la prochaine période, notre prévision suppose que la production pétrolière continuera de croître à un rythme soutenu cette année et l'an prochain. En outre, nous présumons que la production de potasse continuera d'augmenter, la demande étant soutenue par les bas prix actuels et un modeste renforcement escompté de la production agricole à l'échelle mondiale.

La croissance du PIB s'est fortement accélérée en 2017 malgré un déclin de la production agricole, des conditions climatiques sèches ayant compromis les récoltes l'an dernier. Nos prévisions pour 2018 et 2019 supposent des conditions de végétation plus normales qui permettront au secteur agricole de renouer avec une croissance positive. Cela dit, en raison de rapports témoignant de conditions de sécheresse au début de la campagne agricole, nous tablons sur un rebond inférieur à ce que nous avons anticipé lors du dernier trimestre. C'est l'une des principales raisons expliquant la révision à la baisse de notre prévision de croissance pour 2018, comparativement à un taux de 2,9 % prévu au dernier trimestre.

Des signes d'une croissance stable ou négative de l'emploi ont aussi contribué au léger recul des perspectives de croissance du PIB en 2018. Le rythme du déclin a ralenti l'an dernier pour s'établir à seulement 0,2 %, mais il sous-entend l'absence de toute annulation de la chute de près de 1 % enregistrée en 2016, alors que les marchés du travail avaient été plombés par la faiblesse du secteur de l'énergie. Malgré la reprise de la production de pétrole en 2017, les marchés du travail n'ont pas réussi à effacer de quelque façon ces pertes d'emploi et cette situation s'est poursuivie au début de 2018. Nous prévoyons toutefois que la vigueur soutenue du secteur minier commencera à contribuer à une hausse de l'emploi, qui devrait atteindre 0,3 % pour l'ensemble de l'année 2018. Un raffermissement continu est prévu en 2019, au point où la croissance de l'emploi sera de 0,8 %. Si les marchés du travail ne se raffermissent pas, nos perspectives de croissance du PIB pourraient devoir être revues en baisse.

Saskatchewan : production du secteur minier

Variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan : emploi

Variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	-1.0	-0.5	2.8	2.4	2.8
PIB nominal	-5.4	-4.0	6.4	5.9	4.5
Nombre d'emplois	0.5	-0.9	-0.2	0.3	0.8
Taux de chômage	5.0	6.3	6.3	6.1	5.7
Ventes au détail	-3.3	1.5	4.1	4.4	4.5
Mises en chantier (milliers d'unité)	5.1	4.8	4.9	4.4	5.4
Indice des prix à la consommation	1.6	1.1	1.7	2.5	2.3

Manitoba - Une vigueur apparaît dans le secteur de la fabrication

La croissance de l'économie manitobaine devrait avoisiner la moyenne nationale au cours de la période de prévision et atteindre respectivement 1,9 % et 1,7 % cette année et l'an prochain. Les signes de ralentissement de la croissance dans l'agriculture, le secteur minier et la construction sont compensés par les signes d'une reprise toujours soutenue dans le secteur manufacturier au début de 2018.

La croissance de l'économie manitobaine devrait avoisiner la moyenne nationale au cours de la période de prévision et atteindre respectivement 1,9 % et 1,7 % cette année et l'an prochain. Cette cadence représentera toutefois un ralentissement par rapport au taux élevé de 2,7 % enregistré en 2017. Ce ralentissement prévisible confirme les signes de baisse du rythme de croissance de l'emploi dans la province.

Contrairement aux provinces voisines qui ont été aux prises avec des conditions de végétation défavorables, le Manitoba a bénéficié d'une vigoureuse hausse de la production agricole de près de 9 % en 2017. Cependant, un retour présumé à des conditions météorologiques plus normales devrait avoir pour effet un fléchissement de ce taux de croissance au cours de la période de prévision. Par rapport au dernier trimestre, l'augmentation prévue pour 2018 a en fait été revue à la baisse, compte tenu de certains signes récents annonciateurs de conditions de sécheresse au début de la campagne agricole.

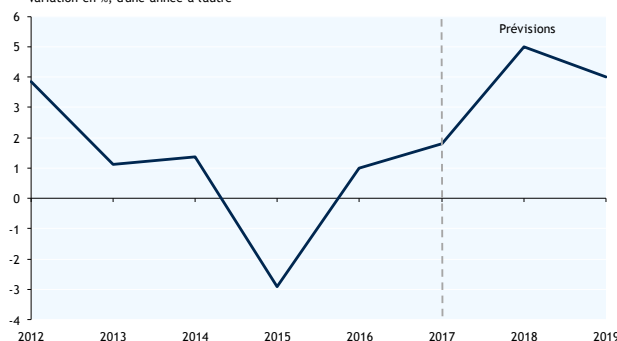
La croissance de 2017 a aussi été favorisée par de solides gains dans le secteur de la construction. Cette progression résulte d'investissements soutenus dans un certain nombre de projets au centre-ville de Winnipeg. Elle tient également aux investissements de Manitoba Hydro dans plusieurs grands projets d'infrastructure, telle la ligne de transport d'électricité Bipole III. Même si ces dépenses se poursuivront durant la période de prévision, leur montant est appelé à baisser. L'autre secteur clé de ressources naturelles de la province, le secteur minier, devrait encore plus peser sur la croissance en raison d'un ralentissement prévisible de l'activité cette année et l'an prochain. Il en sera ainsi à cause d'un certain nombre de fermetures déjà annoncées de mines au cours de la période de prévision.

Ces signes de ralentissement de la croissance dans l'agriculture, le secteur minier et la construction sont compensés par les signes d'une reprise toujours soutenue dans le secteur manufacturier au début de 2018. Cette vigueur traduit les gains importants enregistrés dans bon nombre de sous-secteurs manufacturiers, parmi lesquels ceux de la machinerie, des métaux usinés et de la transformation alimentaire. L'accentuation de la croissance des exportations au premier trimestre de l'année indique que l'émergence d'une demande extérieure forte contribue au renforcement de l'activité manufacturière. La forte croissance prévue aux États-Unis et dans les provinces voisines du Manitoba laisse présager une demande extérieure soutenue, ce qui est une bonne nouvelle pour les exportations de la province. Nos projections font état d'une croissance moyenne de 4,5 % du secteur cette année et l'an prochain. Le risque de voir le gouvernement américain imposer de nouvelles barrières commerciales constitue toutefois une menace pour la durée de la vigueur dans ce secteur.

Après un bond remarquable à 1,7 % l'an dernier, le rythme de croissance de l'emploi devrait ralentir à 0,5 % et 0,8 % en 2018 et 2019 respectivement. Ces augmentations seront toutefois suffisantes pour que la demande intérieure contribue à la croissance durant la période de prévision. Elles suffiront également à maintenir le taux de chômage au Manitoba en dessous de la moyenne nationale, soit à 5,9 % cette année et 5,8 % en 2019, ce qui contribuera à entretenir un bon niveau de confiance chez les consommateurs.

Manitoba : ventes du secteur de la fabrication

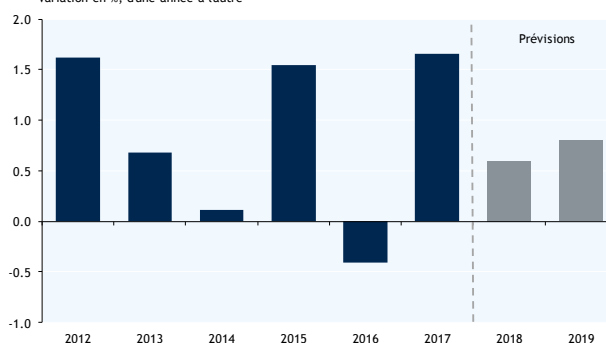
Variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba : emploi

Variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	1.3	2.2	2.7	1.9	1.7
PIB nominal	3.3	2.3	4.8	3.7	3.6
Nombre d'emplois	1.6	-0.4	1.7	0.5	0.8
Taux de chômage	5.6	6.1	5.4	5.9	5.8
Ventes au détail	1.3	3.7	7.8	3.5	4.2
Mises en chantier (milliers d'unité)	5.5	5.3	7.5	6.0	5.4
Indice des prix à la consommation	1.2	1.3	1.6	2.3	2.0

Ontario - La croissance ralentit pour atteindre une vitesse de croisière

La forte croissance économique de l'Ontario a attisé l'embauche de travailleurs, mais celle-ci est moins fulgurante depuis quelques mois. Loin d'être un signe de faiblesse, cette tendance traduit plutôt de la vigueur. Le taux de chômage en Ontario est inférieur de 1,5 point de pourcentage à sa moyenne de longue date (2000-2017).

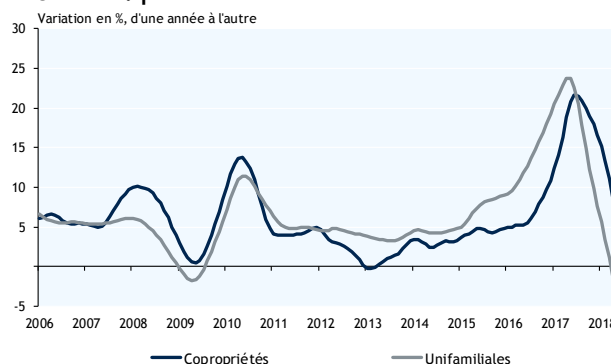
L'économie de l'Ontario vient de connaître quatre années de croissance supérieure à son potentiel ; une partie de cette vigueur s'évanouira lorsque l'économie atteindra sa vitesse de croisière. Sous l'effet de l'évolution de la situation à Toronto, le marché de l'habitation de la province subira les répercussions des récentes mesures réglementaires et de la hausse des taux d'intérêt. À moins d'un revirement majeur dans la politique budgétaire après les élections provinciales du 7 juin, le secteur public contribuera à la croissance par ses dépenses de programmes et d'investissement et contrera ainsi le ralentissement de la croissance économique vers son rythme potentiel. Après une expansion estimée de 2,7 % en 2017, nous nous attendons à ce que l'économie ontarienne enregistre une croissance proche de la moyenne nationale, à respectivement 2,1 % et 1,7 % pour 2018 et 2019.

Le marché de l'habitation de la province a vivement réagi à un ensemble de mesures provinciales et fédérales visant le logement l'an dernier et au début de l'année en cours. Ces mesures ont commencé par causer une chute des mises en vente, puis des prix, essentiellement dans le segment des maisons unifamiliales individuelles. Le resserrement des règles visant les prêts hypothécaires pourrait aussi pousser des acheteurs vers des biens meilleur marché, notamment des appartements en copropriété, dont les prix ont fortement augmenté sur 12 mois. Ces changements se feront également sentir dans la construction résidentielle, qui continuera de passer des maisons unifamiliales individuelles aux logements collectifs. Les investissements dans l'immobilier résidentiel sont actuellement très dynamiques, mais devraient ralentir avec le temps, car la hausse des taux d'intérêt et le recul de l'accessibilité à la propriété commencent à entamer la demande des acquéreurs.

À l'inverse, les investissements dans l'immobilier non résidentiel montrent des signes annonciateurs d'un raffermissement dans les années à venir. Alors que le bassin de travailleurs disponibles se tarit, les entreprises semblent se tourner vers les dépenses d'investissement pour stimuler la production. C'est cependant le secteur public qui se taille la part du lion dans les nouvelles dépenses d'investissement non résidentiel. Le budget provincial récemment adopté pour 2018 prévoit des milliards de dollars de nouveaux investissements, ce qui représente une hausse de 13 % des dépenses prévues par rapport à 2017. Les perspectives sont toutefois loin d'être claires. La question de l'ALENA pourrait inciter les entreprises à retarder leurs programmes d'investissement, de sorte que leur capacité de répondre ultérieurement à la demande sera limitée.

La forte croissance économique de l'Ontario a attisé la croissance de l'emploi, mais elle est moins fulgurante depuis quelques mois. Loin d'être un signe de faiblesse, cette tendance traduit plutôt de la vigueur. Le taux de chômage en Ontario est inférieur de 1,5 point de pourcentage à sa moyenne de longue date (2000-2017), et peu de travailleurs potentiels restent sur la touche. Dans ce contexte, les dépenses publiques devraient continuer de stimuler la croissance de l'emploi au cours des deux années à venir, alors que le gouvernement continue d'enregistrer des déficits. À moins d'un bouleversement économique ou politique, nous nous attendons à voir l'emploi s'accroître au même rythme que la main-d'œuvre, ce qui devrait stabiliser le taux de chômage à un faible niveau. Un resserrement durable du marché du travail devrait exercer une pression à la hausse sur les salaires et la rémunération des employés, qui bénéficient par ailleurs du coup de pouce que sont les augmentations légales du salaire minimum.

Ontario : prix des habitations



Source : RPS, Recherche économique RBC

Ontario : taux de chômage



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	2.9	2.6	2.7	2.0	1.7
PIB nominal	5.0	4.3	4.7	3.9	3.9
Nombre d'emplois	0.7	1.1	1.8	1.1	0.6
Taux de chômage	6.8	6.5	6.0	5.6	5.5
Ventes au détail	5.3	6.9	7.7	4.7	4.3
Mises en chantier (milliers d'unité)	70.2	75.0	79.1	75.4	70.0
Indice des prix à la consommation	1.2	1.8	1.7	2.5	2.0

Québec - L'économie tourne à plein régime

Tout est en place pour que la croissance actuelle se poursuive à un rythme soutenu en 2018. Selon nous, la forte activité dans le secteur de la construction, la consommation toujours ferme des ménages et un nouvel accroissement des investissements des entreprises devraient contribuer au maintien d'un taux de croissance de l'économie de 2,1 % cette année.

Les raisons d'être optimiste quant aux perspectives de l'économie du Québec ne manquent pas. Le plein-emploi en fait assurément partie. C'est aussi le cas de la croissance économique la plus forte en 17 ans enregistrée l'an dernier et de la fin de la rigueur budgétaire après les surplus à répétition du gouvernement provincial. Pourtant, la meilleure raison de se montrer optimiste pourrait bien être le fait que tout est en place pour que l'expansion se poursuive à un rythme rapide en 2018. Selon nous, la forte activité dans le secteur de la construction, la consommation toujours ferme des ménages et un nouvel accroissement des investissements des entreprises devraient contribuer à un taux de croissance de l'économie de 2,1 % cette année. Bien que ce pourcentage soit inférieur au taux impressionnant de 3,0 % que nous estimons pour 2017, il s'agirait du deuxième taux de croissance le plus élevé depuis 2007 dans la province. Nous nous attendons à ce que le rythme de croissance ralentisse un peu plus en 2019, à 1,7 %, alors que les effets de la hausse des taux d'intérêt s'accroissent et que les contraintes touchant l'offre se généralisent. Les droits de douane récemment annoncés sur l'aluminium exporté vers les États-Unis représentent un risque de ralentissement de la croissance.

L'activité est nettement en hausse dans la construction au Québec. Après avoir fortement diminué entre 2013 et 2015, les travaux de construction et de rénovation dans le segment non résidentiel ont contribué à la croissance ces deux dernières années. Les travaux financés par l'État vont encore se multiplier cette année, alors que le Plan québécois des infrastructures prévoit une augmentation de 4,1 % des dépenses provinciales (sans parler des fonds d'origine fédérale qui s'y ajoutent). L'expansion de la construction résidentielle est encore plus remarquable. De nouveaux projets de tours d'appartements en copropriété parsèment comme jamais auparavant le paysage montréalais et, compte tenu des nouveaux projets d'appartements locatifs, représentent la majeure partie des 38 000 unités actuellement en construction dans la province. Il s'agit d'un sommet en 40 ans. Malgré les freins que sont le resserrement des règles encadrant les prêts hypothécaires et la hausse des taux d'intérêt, nous sommes d'avis que les constructeurs de logements québécois resteront très occupés cette année. Nous estimons que les mises en chantier passeront de 46 500 unités en 2017 à 47 800 unités en 2018. Cette augmentation reflète vraisemblablement en partie une accélération de l'accroissement de la population.

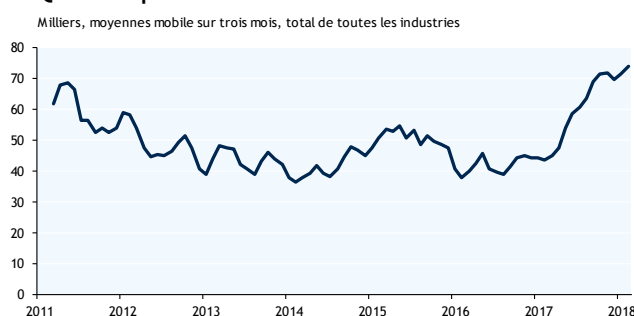
En 2017, le marché du travail québécois a connu une année mémorable marquée par la création nette de 94 000 emplois, tous à plein temps, et la chute du taux de chômage à 5,0 % à la fin de l'année. Ce niveau est le plus bas enregistré depuis 1976. En réalité, l'économie québécoise connaissait le plein-emploi à la fin de 2017, et nous prévoyons qu'il en sera ainsi tout au long de 2018. Il s'agit évidemment d'une bonne nouvelle pour les travailleurs, qui bénéficieront d'un nombre accru de possibilités d'emploi et de meilleurs revenus. C'est aussi une bonne nouvelle pour la consommation des ménages dans la province. Cependant, le revers de la médaille est qu'il est désormais plus difficile pour les employeurs d'attirer et de garder des employés, comme le montre la forte hausse du nombre de postes non pourvus l'an dernier. À la limite, la multiplication des pénuries de main-d'œuvre incitera les entreprises à augmenter leurs investissements dans les machines et l'équipement.

Québec : logements en construction



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, Recherche économique RBC

Québec : postes vacants



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	1.0	1.4	3.0	2.1	1.7
PIB nominal	2.4	2.7	4.8	3.8	3.8
Nombre d'emplois	0.9	0.9	2.2	1.1	0.6
Taux de chômage	7.6	7.1	6.1	5.5	5.5
Ventes au détail	1.9	6.6	5.5	4.2	3.8
Mises en chantier (milliers d'unité)	37.9	38.9	46.5	47.8	37.8
Indice des prix à la consommation	1.1	0.7	1.1	2.2	2.0

Nouveau-Brunswick - Le contexte actuel de la demande semble ferme

Le taux de chômage continue de tendre à la baisse et s'oriente vers des niveaux vus de dix ans. De fait, les pénuries de main-d'œuvre semblent devenir un problème par endroits. Environ 40 % des entreprises de la province ont signalé que les manques de main-d'œuvre qualifiée avaient limité leur production ou leurs ventes l'an dernier.

L'économie du Nouveau-Brunswick a connu une croissance respectable depuis trois ans, et la plupart des chiffres de l'activité économique semblent demeurer favorables au début de 2018. Les exportations de produits du bois à ce jour s'orientent vers des niveaux largement supérieurs à ceux d'il y a un an, malgré les droits de douane imposés depuis la fin de l'an dernier par les États-Unis sur le bois d'œuvre résineux. Les ventes de produits manufacturés sont en hausse de rien de moins que 13 % depuis le début de l'année, stimulées par une hausse de 18 % des ventes de produits du bois. Les reventes de logements sont en baisse, mais ce recul de 3 % par rapport à l'an dernier est beaucoup plus modeste que le recul de 15 % constaté à l'échelle du Canada, lequel découle des règles de simulation de crise hypothécaire imposées depuis janvier. En outre, les prix ont continué d'augmenter légèrement, soutenus par la persistance d'un bon « équilibre » du marché provincial.

L'emploi croît depuis le début de 2018 à un rythme d'environ 0,6 % au-dessus des niveaux d'il y a un an. Cette progression reste assurément modeste, mais n'en constitue pas moins une deuxième augmentation annuelle d'affilée, ce que l'on n'avait pas vu depuis près de dix ans. Le taux de chômage continue de tendre à la baisse et s'oriente vers des niveaux vus de dix ans. De fait, les pénuries de main-d'œuvre semblent devenir un problème par endroits. Environ 40 % des entreprises de la province ont signalé que les manques de main-d'œuvre qualifiée avaient limité leur production ou leurs ventes l'an dernier ; seuls le Québec et la Colombie-Britannique affichent des taux supérieurs à ce chapitre. Les travailleurs semblent tirer profit de ce rapport de force plus avantageux pour négocier : depuis le début de 2018, les salaires horaires ont augmenté d'environ 3 % par rapport à il y a un an.

Comme dans une grande partie du reste du pays, les indicateurs relatifs aux investissements des entreprises sont disparates. Les dépenses d'investissement prévues au Nouveau-Brunswick ont augmenté d'à peine 2 % en 2018, uniquement parce qu'une hausse non négligeable de 9 % des dépenses du secteur public a compensé le recul dans le secteur privé. Ce problème pourrait en partie s'expliquer par l'incertitude relative à l'avenir de l'ALENA et aux difficultés d'ordre concurrentiel qui suivront les importantes réductions d'impôt des sociétés aux États-Unis cette année. Il est plus encourageant de constater que les importations de machines et d'équipement sont en forte hausse à ce jour en 2018, comparativement aux niveaux de 2017.

La diminution de la population en âge de travailler reste un frein important pour la croissance économique du Nouveau-Brunswick. Une augmentation de l'immigration ces deux dernières années n'a pas empêché la population âgée de 25 à 54 ans de baisser de 1 % par an en 2016 et en 2017. La proportion des habitants de la province ayant dépassé l'âge de 65 ans est maintenant de 20 %, comparativement à 15 % il y a à peine dix ans. Étant donné que le marché du travail semble déjà quelque peu « tendu » au regard du passé, nous pensons qu'il sera difficile de réaliser des gains sur le plan économique. Nous prévoyons qu'après avoir atteint en moyenne près de 2 % ces trois dernières années, la croissance du PIB de la province ralentira à 0,6 % en 2018. Il reste que cette expansion pourrait être suffisante pour maintenir le taux de chômage à un niveau stable.

Nouveau-Brunswick : exportations de produits forestiers et de matériaux de construction

Millions de dollars par mois, données désaisonnalisées



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick : taux de chômage

Données désaisonnalisées, %



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	2.4	1.2	1.6	0.6	0.6
PIB nominal	2.0	3.6	3.4	2.3	2.2
Nombre d'emplois	-0.6	-0.1	0.4	0.4	0.0
Taux de chômage	9.8	9.6	8.1	7.9	7.8
Ventes au détail	2.2	2.1	6.8	3.2	2.9
Mises en chantier (milliers d'unité)	2.0	1.8	2.3	2.1	1.9
Indice des prix à la consommation	0.5	2.2	2.3	2.3	2.0

Nouvelle-Écosse - Les piliers de la vigueur s'éroderont quelque peu

Le resserrement constant du marché du travail est de bon augure pour les travailleurs de la Nouvelle-Écosse, qui devraient voir leurs salaires augmenter quelque peu. Par ailleurs, l'augmentation bienvenue de l'immigration a pour effet d'augmenter le nombre de consommateurs dans la province.

L'économie de la Nouvelle-Écosse a participé à la forte croissance de l'économie du pays en 2017. Selon nos estimations, elle a crû à un rythme sain de 1,2 %. Nous pensons toutefois que les piliers de cette vigueur, à savoir la consommation, le secteur manufacturier et l'habitation, s'éroderont quelque peu en 2018. Les investissements anémiques prévisibles assombrissent aussi les perspectives à court terme. Nous estimons que la conjugaison de ces facteurs limitera la croissance économique et ramènera son taux vers sa tendance passée. Selon nos projections, l'économie de la Nouvelle-Écosse devrait progresser de 0,8 % en 2018 et de 0,7 % en 2019.

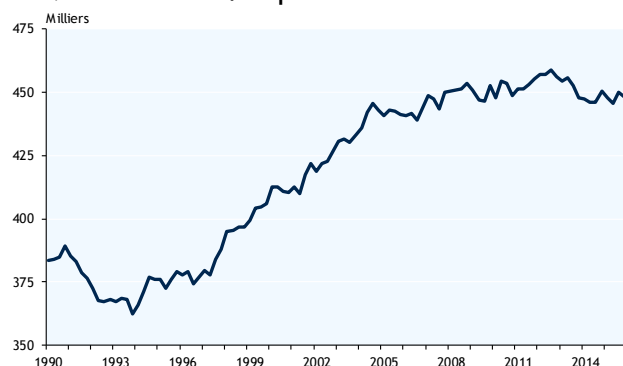
La consommation a augmenté rapidement en 2017, comme le reflète la forte poussée de 7,8 % des ventes au détail. Les chiffres du début de 2018 montrent malgré tout un certain repli, ce qui n'est pas surprenant dans la mesure où le rythme des ventes au détail de l'an dernier n'était pas vraiment durable. Les perspectives restent toutefois favorables pour la consommation des ménages. Le resserrement constant du marché du travail est de bon augure pour les travailleurs de la Nouvelle-Écosse, qui devraient voir leurs salaires augmenter quelque peu. Par ailleurs, l'augmentation bienvenue de l'immigration a pour effet d'augmenter le nombre de consommateurs dans la province.

Malheureusement, cette immigration accrue pourrait ne pas suffire à enray-er la tendance à la baisse préexistante du nombre de travailleurs en Nouvelle-Écosse. Nous craignons que l'accélération de la demande de main-d'œuvre en Alberta et dans d'autres régions du Canada n'incite à nouveau un nombre croissant de travailleurs néo-écossais à quitter la province. Cet aspect, conjugué à l'augmentation rapide du nombre de travailleurs prenant leur retraite, devrait à nouveau mettre le marché de l'emploi sous pression dans les années à venir.

La hausse des investissements dans l'immobilier résidentiel et des investissements publics a compensé la chute des investissements privés dans l'immobilier non résidentiel en 2017. Cependant, les investissements devraient globalement reculer dans les trois catégories cette année. Du côté de l'immobilier résidentiel, le nombre de mises en chantier a commencé à diminuer, notamment dans l'habitat collectif, alors que le boom passé de la construction de logements à Halifax montre des signes de ralentissement. Les intentions d'investissement dans l'immobilier non résidentiel ont baissé de près de 10 % en 2018, ce qui reflète l'achèvement de grands projets comme le Nova Centre et la baisse du nombre de nouveaux projets annoncés pour les remplacer. Les investissements publics devraient aussi chuter en 2018, malgré l'injection de fonds dans les infrastructures par le gouvernement fédéral. Ces investissements publics ne devraient globalement pas avoir une grande incidence sur la croissance économique au cours des prochaines années. Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse continuera de faire preuve de discipline au moment où il génère des surplus budgétaires modestes et ne peut compter que sur une croissance lente de ses recettes. Par conséquent, la politique budgétaire de la province devrait rester essentiellement neutre.

Le secteur des exportations a connu un excellent départ en 2018, alors que les grandes catégories d'exportations affichent pour la plupart une forte croissance depuis le début de l'année. Les exportations de métaux et de produits minéraux sont en hausse grâce à l'essor de la mine d'or Touquoy, près d'Halifax, tandis que les exportations de fruits de mer en valeur nominale sont soutenues par des prix élevés. À moyen terme, l'arrêt de la production de gaz naturel devrait toutefois porter un coup dur au secteur primaire de la province. Les travaux de démantèlement des plateformes gazières de Sable et de Deep Panuke prendront fin au début des années 2020. La hausse du protectionnisme aux États-Unis représente aussi un risque de baisse de la croissance des exportations.

Nouvelle-Écosse : emploi



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse : investissement résidentiel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	1.4	0.8	1.2	0.8	0.7
PIB nominal	2.1	2.8	2.9	3.3	2.6
Nombre d'emplois	0.1	-0.4	0.6	0.9	0.1
Taux de chômage	8.6	8.3	8.4	7.6	7.3
Ventes au détail	0.2	4.7	7.8	3.4	3.2
Mises en chantier (milliers d'unité)	3.8	3.8	4.0	3.5	3.1
Indice des prix à la consommation	0.4	1.2	1.1	2.2	2.0

Île-du-Prince-Édouard - Toujours de l'avant

En 2017, le taux de chômage moyen a chuté sous les 10 % pour la première fois en près de 40 ans. Les niveaux d'emploi se situent à 2,4 % au-dessus de ceux de l'an dernier jusqu'à maintenant en 2018 et la croissance des salaires s'est accélérée.

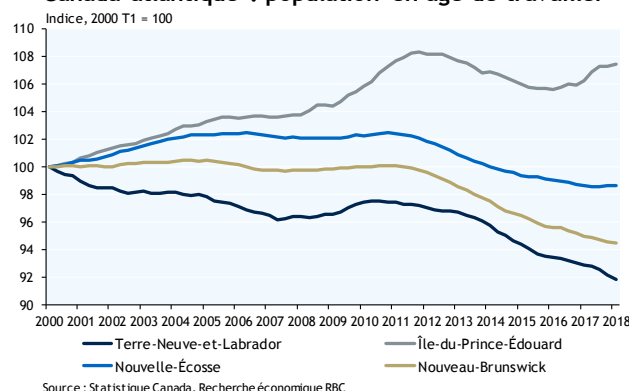
L'accélération de l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard, qui a permis à la province d'inscrire le plus haut taux de croissance de la région de l'Atlantique lors des deux dernières années, et le troisième taux le plus élevé parmi toutes les provinces en 2017, ne semble guère s'essouffler. Le marché du travail provincial est parvenu à absorber plutôt aisément une autre forte hausse de l'immigration internationale l'an dernier. En 2017, le taux de chômage moyen a chuté sous les 10 % pour la première fois en près de 40 ans. Même si ce taux a légèrement augmenté en 2018 à cause d'une hausse du taux d'activité de la population, le marché de l'emploi se porte toujours bien à cette étape-ci. Les niveaux d'emploi se situent à 2,4 % au-dessus de ceux de l'an dernier jusqu'à maintenant en 2018 et la croissance des salaires s'est accélérée.

Le raffermissement des conditions économiques a stimulé les recettes publiques, ce qui a permis le dépôt d'un deuxième budget provincial équilibré de suite en 2018, une légère réduction des impôts et une hausse des dépenses. L'Île-du-Prince-Édouard est l'une des quatre provinces qui ont présenté un budget équilibré cette année, avec la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse et le Québec.

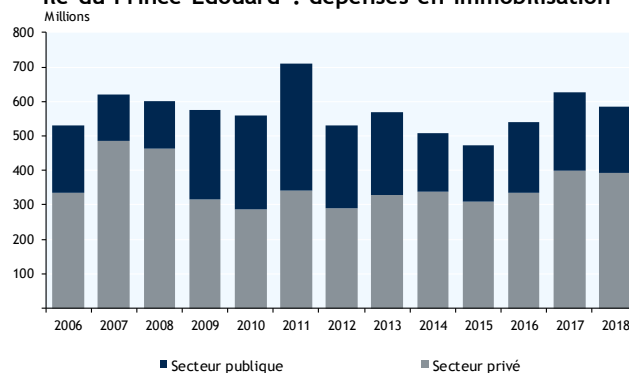
La croissance de la population et la vigueur supérieure à la normale des marchés du travail alimentent la demande de logements. Le marché provincial de l'habitation a bien résisté jusqu'à maintenant, à l'inverse des marchés d'autres régions du pays où les achats de logements ont été beaucoup plus touchés par les nouveaux critères de simulation de crise hypothécaire cette année. Après trois années de forte progression, les reventes de logements se sont maintenues à des niveaux élevés jusqu'à présent en 2018. Dans l'ensemble, les vendeurs ont conservé leur pouvoir de négociation dans les transactions immobilières ; le ratio reventes/nouvelles inscriptions a crû à 0,76 depuis le début de l'année, soit bien au-dessus de la moyenne nationale de 0,56. Les prix des maisons ont poursuivi leur ascension et les nouvelles constructions restent également élevées après avoir bondi de 80 % l'an dernier.

Les perspectives économiques généralement encourageantes au Canada et à l'étranger devraient continuer de soutenir l'afflux touristique à l'Île-du-Prince-Édouard en 2018. Plus de 100 000 croisiéristes sont attendus au port de Charlottetown cette année et des investissements annoncés récemment par le gouvernement fédéral et la province augmenteront la capacité future du port. Les entreprises insulaires se portent bien à cette étape-ci, les ventes des fabricants, grossistes et détaillants de la province se situant au-dessus des niveaux d'il y a un an. Les intentions d'investissement des entreprises sont en baisse de 7 % en 2018, mais ce déclin résulte surtout de l'achèvement de la nouvelle ligne électrique entre l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick. Soulignons que le recul des intentions d'investissement en immobilisations n'annulera que partiellement les fortes hausses enregistrées pendant les deux années précédentes. Il n'affaiblira guère une conjoncture économique qui, autrement, semble très solide dans la province. Cela dit, nous ne nous attendons pas à ce que l'impressionnante hausse de 3,1 % du PIB enregistrée en 2017, le gain le plus élevé en 12 ans, se répète. Nous tablons sur une décélération de la croissance à 1,4 % en 2018, avant une légère accélération à 1,5 % en 2019.

Canada atlantique : population en âge de travailler



Île-du-Prince-Édouard : dépenses en immobilisation



Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	1.3	2.3	3.1	1.4	1.5
PIB nominal	3.9	4.0	4.9	3.1	3.6
Nombre d'emplois	-1.2	-2.2	3.1	1.5	0.5
Taux de chômage	10.5	10.8	9.8	10.0	10.0
Ventes au détail	2.6	7.3	6.3	3.9	4.1
Mises en chantier (milliers d'unité)	0.6	0.6	0.9	0.8	0.6
Indice des prix à la consommation	-0.6	1.2	1.8	2.1	1.9

Terre-Neuve-et-Labrador - Un potentiel plus limité en 2018

Le fléchissement des tendances au chapitre des investissements en immobilisations, conjugué au plan de réduction des dépenses du gouvernement provincial qui vise à rétablir l'équilibre budgétaire, entraînera un nouveau recul de l'emploi.

Après avoir crû de façon inattendue en 2017, l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador restera selon nous généralement stationnaire en 2018. Nous prévoyons une légère progression de 0,2 % du PIB de la province en raison des forces contradictoires que sont l'augmentation de la production d'énergie et le repli de la construction. Plusieurs projets de construction d'envergure prendront fin et les nouveaux projets ne suffiront pas à les remplacer. Nous nous attendons donc à un repli considérable des investissements dans la province, exerçant de nouvelles pressions à la baisse sur l'emploi. Dans la foulée d'un rebond de la croissance à un taux projeté de 2,5 % en 2019 et d'une diminution continue de la population active, le taux de chômage devrait se stabiliser à un niveau élevé l'an prochain.

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador a progressé de 2,1 % l'an dernier. Ce gain important et inattendu a contredit nos attentes d'une légère contraction. Deux facteurs en particulier ont contribué à ce raffermissement imprévu. Premièrement, la production de pétrole a dépassé nos attentes, apportant plus de 1 point de pourcentage à la croissance du PIB. Deuxièmement, les travaux d'ingénierie et de construction liés au projet hydroélectrique de Muskrat Falls ont continué de s'intensifier en 2017, alors que nous avions prévu un déclin. En outre, le rythme de l'activité manufacturière s'est fortement accéléré, soutenu par la production de nickel à l'usine de traitement de Long Harbour.

La plateforme de forage en mer Hebron est à présent opérationnelle et la production augmentera graduellement jusqu'à l'atteinte de sa pleine capacité en 2022. Étant donné la grande envergure du projet par rapport à la taille de l'économie, l'augmentation de la production apportera un soutien important à la croissance globale en 2019 et par la suite. L'achèvement du projet Hebron aura toutefois comme inconvénient de faire chuter les dépenses d'investissement dans la province. La fin de la construction du projet Muskrat Falls de Nalcor, achevé à 90 % en date d'avril 2018, plombera aussi les dépenses en immobilisations à moyen terme. Cet effet sera en partie compensé par l'expansion du champ White Rose de Husky, amorcée à la fin de 2017, et par les travaux liés à une mine souterraine à Voisey's Bay, qui doivent débiter à l'été 2018.

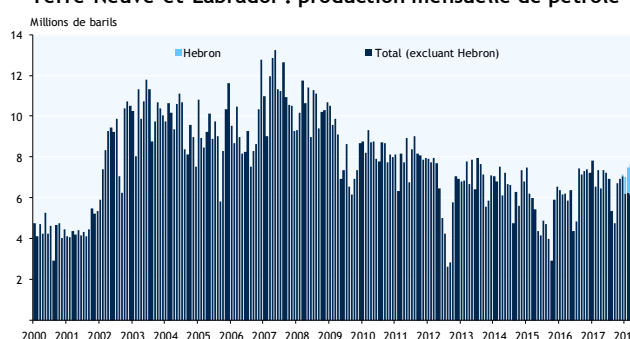
Le fléchissement des tendances au chapitre des investissements en immobilisations, conjugué au plan de réduction des dépenses du gouvernement provincial qui vise à rétablir l'équilibre budgétaire, entraînera un nouveau recul de l'emploi. Le budget actuel de Terre-Neuve-et-Labrador prévoit de nets replis des dépenses au cours des prochaines années, ce qui entraînera un nouveau recul de l'apport du secteur public au PIB. À notre avis, les autres secteurs économiques ne parviendront pas à absorber toutes les capacités inutilisées. En revanche, la diminution de la population active attribuable au vieillissement de la population et à l'émigration nette finira par entraîner une stabilisation du taux de chômage provincial à un niveau élevé d'ici 2019.

Terre-Neuve-et-Labrador : emploi



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador : production mensuelle de pétrole



Source : C-NLOPB, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	-1.7	1.9	2.1	0.2	2.5
PIB nominal	-11.5	2.6	6.0	3.2	3.9
Nombre d'emplois	-1.0	-1.5	-3.7	-1.3	-0.8
Taux de chômage	12.8	13.5	14.8	14.5	14.3
Ventes au détail	0.7	0.4	2.4	1.0	1.7
Mises en chantier (milliers d'unité)	1.7	1.4	1.4	1.6	1.0
Indice des prix à la consommation	0.4	2.7	2.4	1.5	1.7

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage (%)				Mises en chantier (Milliers)				Ventes au détail				IPC			
	16	17P	18P	19P	16	17	18P	19P	16	17	18P	19P	16	17	18P	19P	16	17	18P	19P	16	17	18P	19P	16	17	18P	19P
T.-N. & L.	1.9	2.1	0.2	2.5	2.6	6.0	3.2	3.9	-1.5	-3.7	-1.3	-0.8	13.5	14.8	14.5	14.3	1.4	1.4	1.6	1.0	0.4	2.4	1.0	1.7	2.7	2.4	1.5	1.7
Î.-P.-É.	2.3	3.1	1.4	1.5	4.0	4.9	3.1	3.6	-2.2	3.1	1.5	0.5	10.8	9.8	10.0	10.0	0.6	0.9	0.8	0.6	7.3	6.3	3.9	4.1	1.2	1.8	2.1	1.9
N.-É.	0.8	1.2	0.8	0.7	2.8	2.9	3.3	2.6	-0.4	0.6	0.9	0.1	8.3	8.4	7.6	7.3	3.8	4.0	3.5	3.1	4.7	7.8	3.4	3.2	1.2	1.1	2.2	2.0
N.-B.	1.2	1.6	0.6	0.6	3.6	3.4	2.3	2.2	-0.1	0.4	0.4	0.0	9.6	8.1	7.9	7.8	1.8	2.3	2.1	1.9	2.1	6.8	3.2	2.9	2.2	2.3	2.3	2.0
QUÉ.	1.4	3.0	2.1	1.7	2.7	4.8	3.8	3.8	0.9	2.2	1.1	0.6	7.1	6.1	5.5	5.5	38.9	46.5	47.8	37.8	6.6	5.5	4.2	3.8	0.7	1.1	2.2	2.0
ONT.	2.6	2.7	2.0	1.7	4.3	4.7	3.9	3.9	1.1	1.8	1.1	0.6	6.5	6.0	5.6	5.5	75.0	79.1	75.4	70.0	6.9	7.7	4.7	4.3	1.8	1.7	2.5	2.0
MAN.	2.2	2.7	1.9	1.7	2.3	4.8	3.7	3.6	-0.4	1.7	0.5	0.8	6.1	5.4	5.9	5.8	5.3	7.5	6.0	5.4	3.7	7.8	3.5	4.2	1.3	1.6	2.3	2.0
SASK.	-0.5	2.8	2.4	2.8	-4.0	6.4	5.9	4.5	-0.9	-0.2	0.3	0.8	6.3	6.3	6.1	5.7	4.8	4.9	4.4	5.4	1.5	4.1	4.4	4.5	1.1	1.7	2.5	2.3
ALB.	-3.7	4.7	2.4	2.4	-4.9	8.8	6.5	4.6	-1.6	1.0	1.9	1.7	8.2	7.8	6.6	6.5	24.5	29.5	27.2	29.0	-1.1	7.1	4.0	5.0	1.1	1.5	2.4	2.0
C.-B.	3.5	3.7	2.3	1.7	4.8	6.0	4.1	3.9	3.2	3.7	1.1	0.9	6.0	5.2	5.0	5.1	41.8	43.7	41.8	38.0	7.7	9.3	4.3	3.9	1.9	2.1	2.6	2.2
CANADA	1.4	3.0	2.0	1.8	2.0	5.4	4.2	4.1	0.7	1.9	1.1	0.7	7.0	6.3	5.8	5.8	198	220	211	192	5.2	7.1	4.3	4.1	1.4	1.6	2.5	2.1

Tableau Comparatif

	CAN.	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers, 2017)	36,708	529	152	954	760	8,394	14,193	1,338	1,164	4,286	4,817
Produit intérieur brut (milliards \$, 2016)	2,035.5	31.1	6.3	41.7	34.2	394.8	794.8	67.9	75.3	314.9	263.7
PIB réel (en milliards de \$ 2007, 2016)	1,801.4	27.9	5.2	36.7	29.4	343.3	685.0	60.4	62.5	302.8	240.8
Part des provinces dans le PIB canadien (% , 2016)	100.0	1.5	0.3	2.0	1.7	19.4	39.0	3.3	3.7	15.5	13.0
Croissance PIB réel (TAC, 2011-16, %)	1.9	0.0	1.4	0.4	0.4	1.3	2.2	2.3	1.7	1.6	3.1
PIB réel par habitant (\$ 2007)	49,673	52,519	35,037	38,639	38,786	41,248	49,012	45,857	54,442	71,469	50,618
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2011-16, %)	0.8	-0.2	0.6	0.3	0.4	0.5	1.1	0.9	0.2	-0.7	2.0
Revenu personnel disponible par habitant (\$, 2016)	31,781	32,561	28,112	28,519	29,168	27,723	32,093	29,076	32,717	37,298	34,395
Croissance de l'emploi (TAC, 2012-17, %)	1.1	-1.4	0.2	-0.4	0.0	1.1	1.2	0.7	0.7	1.0	1.7
Taux d'emploi (mai. 2018, %)	61.5	50.3	60.5	56.9	56.9	61.2	60.7	63.1	63.8	67.2	61.4
CPI (% yoy, avr. 2018)	2.2	1.5	2.2	2.8	2.2	1.7	2.1	2.9	2.5	2.3	2.7
Unemployment Rate (% yoy, avr. 2108)	5.8	14.5	9.3	7.2	7.3	5.3	5.7	6.5	6.8	6.2	4.8
Indice d'inconfort (inflation + chômage, avr. 2018)	8.0	16.0	13.4	9.5	10.2	7.1	7.7	9.0	8.8	9.0	7.7
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB, 2016)	56.7	53.5	68.8	70.7	65.8	59.2	56.8	57.6	48.6	46.9	64.1
Exportations (% du PIB, 2016)	31.0	31.8	22.5	16.9	37.7	28.0	35.6	24.1	38.7	31.0	22.8

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

Colombie-Britannique

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	3.0	2.5	2.5	3.7	3.5	3.5	3.7	2.3	1.7
PIB nominal	5.7	2.1	3.4	5.7	4.0	4.8	6.0	4.1	3.9
Nombre d'emplois	0.2	1.6	0.1	0.6	1.2	3.2	3.7	1.1	0.9
Taux de chômage	7.5	6.8	6.6	6.1	6.2	6.0	5.2	5.0	5.1
Ventes au détail	3.2	1.9	2.8	6.3	7.0	7.7	9.3	4.3	3.9
Mises en chantier	26.4	27.5	27.1	28.4	31.4	41.8	43.7	41.8	38.0
Indice des prix à la consommation	2.3	1.1	-0.1	1.0	1.1	1.9	2.1	2.6	2.2

Alberta

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	6.4	3.9	5.7	6.2	-3.7	-3.7	4.7	2.4	2.4
PIB nominal	10.9	4.3	9.6	10.0	-12.0	-4.9	8.8	6.5	4.6
Nombre d'emplois	3.7	3.5	2.5	2.2	1.2	-1.6	1.0	1.9	1.7
Taux de chômage	5.4	4.6	4.6	4.7	6.0	8.2	7.8	6.6	6.5
Ventes au détail	6.8	6.9	7.2	7.9	-4.0	-1.1	7.1	4.0	5.0
Mises en chantier	25.7	33.4	36.0	40.6	37.3	24.5	29.5	27.2	29.0
Indice des prix à la consommation	2.4	1.1	1.4	2.6	1.2	1.1	1.5	2.4	2.0

Saskatchewan

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	5.3	1.7	6.3	2.1	-1.0	-0.5	2.8	2.4	2.8
PIB nominal	18.1	4.2	6.7	-0.4	-5.4	-4.0	6.4	5.9	4.5
Nombre d'emplois	0.9	2.4	3.1	1.0	0.5	-0.9	-0.2	0.3	0.8
Taux de chômage	4.9	4.8	4.1	3.8	5.0	6.3	6.3	6.1	5.7
Ventes au détail	7.3	7.3	5.2	4.7	-3.3	1.5	4.1	4.4	4.5
Mises en chantier	7.0	10.0	8.3	8.3	5.1	4.8	4.9	4.4	5.4
Indice des prix à la consommation	2.8	1.6	1.4	2.4	1.6	1.1	1.7	2.5	2.3

Manitoba

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	2.4	3.0	2.8	2.1	1.3	2.2	2.7	1.9	1.7
PIB nominal	5.4	6.4	4.2	3.1	3.3	2.3	4.8	3.7	3.6
Nombre d'emplois	0.4	1.6	0.7	0.1	1.6	-0.4	1.7	0.5	0.8
Taux de chômage	5.5	5.3	5.4	5.4	5.6	6.1	5.4	5.9	5.8
Ventes au détail	4.3	1.0	3.8	4.2	1.3	3.7	7.8	3.5	4.2
Mises en chantier	6.1	7.2	7.5	6.2	5.5	5.3	7.5	6.0	5.4
Indice des prix à la consommation	2.9	1.6	2.3	1.8	1.2	1.3	1.6	2.3	2.0

Ontario

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	2.4	1.3	1.5	2.7	2.9	2.6	2.7	2.0	1.7
PIB nominal	4.6	3.1	2.2	4.4	5.0	4.3	4.7	3.9	3.9
Nombre d'emplois	1.8	0.7	1.8	0.8	0.7	1.1	1.8	1.1	0.6
Taux de chômage	7.9	7.9	7.6	7.3	6.8	6.5	6.0	5.6	5.5
Ventes au détail	3.6	1.6	2.7	5.7	5.3	6.9	7.7	4.7	4.3
Mises en chantier	67.8	76.7	61.1	59.1	70.2	75.0	79.1	75.4	70.0
Indice des prix à la consommation	3.1	1.4	1.1	2.3	1.2	1.8	1.7	2.5	2.0

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

Québec

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	1.9	1.0	1.4	1.8	1.0	1.4	3.0	2.1	1.7
PIB nominal	5.1	2.7	3.0	3.0	2.4	2.7	4.8	3.8	3.8
Nombre d'emplois	1.0	0.8	1.4	0.0	0.9	0.9	2.2	1.1	0.6
Taux de chômage	7.9	7.8	7.6	7.7	7.6	7.1	6.1	5.5	5.5
Ventes au détail	3.0	1.2	3.0	2.6	1.9	6.6	5.5	4.2	3.8
Mises en chantier	48.4	47.4	37.8	38.8	37.9	38.9	46.5	47.8	37.8
Indice des prix à la consommation	3.0	2.1	0.8	1.4	1.1	0.7	1.1	2.2	2.0

Nouveau-Brunswick

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	0.3	-1.1	-0.3	0.1	2.4	1.2	1.6	0.6	0.6
PIB nominal	4.3	0.7	0.3	1.8	2.0	3.6	3.4	2.3	2.2
Nombre d'emplois	-0.7	-0.7	0.4	-0.2	-0.6	-0.1	0.4	0.4	0.0
Taux de chômage	9.5	10.2	10.3	10.0	9.8	9.6	8.1	7.9	7.8
Ventes au détail	4.8	-0.9	0.7	3.7	2.2	2.1	6.8	3.2	2.9
Mises en chantier	3.5	3.3	2.8	2.3	2.0	1.8	2.3	2.1	1.9
Indice des prix à la consommation	3.5	1.7	0.8	1.5	0.5	2.2	2.3	2.3	2.0

Nouvelle-Écosse

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	0.6	-1.0	-0.1	1.1	1.4	0.8	1.2	0.8	0.7
PIB nominal	2.2	0.5	2.1	2.9	2.1	2.8	2.9	3.3	2.6
Nombre d'emplois	0.4	1.0	-1.1	-1.1	0.1	-0.4	0.6	0.9	0.1
Taux de chômage	9.0	9.1	9.1	8.9	8.6	8.3	8.4	7.6	7.3
Ventes au détail	3.5	0.9	3.2	2.8	0.2	4.7	7.8	3.4	3.2
Mises en chantier	4.6	4.5	3.9	3.1	3.8	3.8	4.0	3.5	3.1
Indice des prix à la consommation	3.8	1.9	1.2	1.7	0.4	1.2	1.1	2.2	2.0

Île-du-Prince-Édouard

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	2.1	1.0	2.0	0.3	1.3	2.3	3.1	1.4	1.5
PIB nominal	3.8	2.7	3.3	1.7	3.9	4.0	4.9	3.1	3.6
Nombre d'emplois	3.1	1.7	1.4	-0.1	-1.2	-2.2	3.1	1.5	0.5
Taux de chômage	11.1	11.2	11.6	10.7	10.5	10.8	9.8	10.0	10.0
Ventes au détail	5.4	3.0	0.9	3.5	2.6	7.3	6.3	3.9	4.1
Mises en chantier	0.9	0.9	0.6	0.5	0.6	0.6	0.9	0.8	0.6
Indice des prix à la consommation	2.9	2.0	2.0	1.6	-0.6	1.2	1.8	2.1	1.9

Terre-Neuve-et-Labrador

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	2.7	-4.4	5.2	-0.9	-1.7	1.9	2.1	0.2	2.5
PIB nominal	15.3	-4.5	7.6	-0.5	-11.5	2.6	6.0	3.2	3.9
Nombre d'emplois	4.1	3.8	0.8	-1.7	-1.0	-1.5	-3.7	-1.3	-0.8
Taux de chômage	12.6	12.3	11.6	12.0	12.8	13.5	14.8	14.5	14.3
Ventes au détail	5.1	4.3	5.2	3.7	0.7	0.4	2.4	1.0	1.7
Mises en chantier	3.5	3.9	2.9	2.1	1.7	1.4	1.4	1.6	1.0
Indice des prix à la consommation	3.4	2.1	1.7	1.9	0.4	2.7	2.4	1.5	1.7